

Toulouse, ville de conscience

Nous avons fait le choix de vous inviter à une réflexion environnementale en ouverture de cet ouvrage tant cette thématique nous paraît essentielle et éminemment transversale. Dans chacun des chapitres suivants, vous trouverez des propositions qui viendront compléter et préciser l'ambition générale ici développée. Notre ambition est claire.

Faire en six ans de Toulouse une ville pionnière en France en matière de développement durable.

Faire en douze ans de Toulouse une ville exemplaire à l'échelle européenne.

Une catastrophe aujourd'hui certaine

En un siècle, nous avons éradiqué de nombreuses maladies, accru notre espérance de vie de dizaines d'années, ou encore repoussé les frontières du temps et de l'espace, avec la création de nouveaux moyens de déplacement comme avec l'émergence d'Internet et de la société numérique. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la population a quasiment triplé et nous serons près de 10 milliards d'individus en 2050. Cette croissance de l'humanité est unique dans l'histoire ; comme la période inégalée de

paix relative que connaît l'Europe depuis soixante-quinze ans (à l'exception de la guerre des Balkans à la fin des années 1990). Sur bien des aspects, nous vivons bien mieux qu'hier et l'homme semble au cœur de la conduite du monde.

Le présent offre de nombreuses promesses. La science, comme les progrès techniques qui en découlent, fonde notre confiance et structure notre quotidien. Le 13 novembre 2017, 15 364 scientifiques de 184 pays publiaient dans la revue *BioScience* un manifeste visant à interpeller les dirigeants et les citoyens : « Pour éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité, l'humanité doit adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui¹. »

Au milieu de nombreux espoirs et de véritables progrès, notre époque, en lien avec le modèle de développement des activités humaines, est aussi celle de l'effondrement écologique et de la modification durable de notre climat. Une étude publiée en juillet 2017² dans *Proceedings of the National Academy of Sciences* (PNAS) faisait ainsi état d'un « anéantissement biologique » caractérisé par la disparition de plus de plus de 50 % des animaux, résultats qualifiés de « prudents ». 2018 s'annonce comme l'une des années les plus chaudes depuis le début des relevés de températures en 1880 et trouvera peut-être en la matière sa place dans le podium trusté pour l'heure par 2015, 2016 et 2017. Le réchauffement climatique va plus vite que les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ne l'imaginaient dès la fin des années 1990.

Nous avons tous entendu parler de ces chiffres, de près ou de loin. Celles et ceux qui sont aujourd'hui en âge de voter, la

1. <https://www.franceculture.fr/emissions/la-revue-de-presse/la-revue-de-presse-mardi-14-novembre-2017>

2. https://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2017/07/10/la-sixieme-extinction-de-masse-des-animaux-s-accelere-de-maniere-dramatique_5158718_1652692.html

génération Y ou les « Millenials » (personnes nées entre 1980 et l'an 2000) et leurs ascendants, peuvent constater ces changements. En faisant travailler notre mémoire et en invoquant nos souvenirs, en observant avec discernement et en utilisant nos sens, nous percevons tous les signaux faibles annonciateurs des grands changements que la communauté scientifique mesure, analyse et explique. Alors que nos étés sont de plus en plus denses, les papillons se font plus rares et le son des oiseaux comme le ballet des hirondelles plus discrets. À ces absences répond la présence de plastique dans nos cours d'eau, dans nos mers et sur nos plages.

Il ne s'agit pas pour nous d'être moralisateurs ou culpabilisants. Dirait-on à un médecin qui diagnostique une maladie chronique grave et nous invite à un changement rapide de comportement qu'il est « moralisateur » ? À un professeur d'auto-école qui nous rappelle la nécessité de limiter notre vitesse en ville pour éviter les obstacles matériels ou humains qu'il est « culpabilisant » ? Pourquoi sur le sujet de l'environnement s'affranchir de la connaissance scientifique ou d'une forme de bon sens ? Pourquoi nous mettre en danger, nous et nos enfants ? Les enjeux environnementaux auxquels nous sommes confrontés (pollution et dégradation des sols et de nos aliments, de l'air, de l'eau) nous rappellent que le monde dans lequel nous nous inscrivons obéit à des règles physiques et offre des ressources riches mais limitées, comme le corps humain.

Il n'est pas question pour nous de morale ou de culpabilité, mais de réalisme et de responsabilité. En l'état actuel des choses, il s'agit simplement de prendre acte que la catastrophe est aujourd'hui certaine. Elle ne constitue pas une option dont nous sauveraient les progrès de la science... mais ce que la science et ses progrès anticipent depuis plusieurs décennies, dans le cadre de scénarios dégradés d'année en année.

Défendre une éthique de la responsabilité

La capacité d'anticipation que fournit le savoir à nos sociétés est proprement inédite dans l'histoire de l'humanité. La connaissance des risques auxquels nos façons de vivre nous exposent constitue en réalité une opportunité formidable pour passer à l'action. Elle nous confère une responsabilité unique : nous ne pouvons pas dire que nous ne savons pas. Cet ouvrage est donc une invitation à agir avec détermination, à l'échelle de Toulouse, dans les toutes prochaines années, pour prendre notre part à l'édification d'un destin collectif désirable.

Nous défendons une éthique de la responsabilité à même d'accompagner des changements de vie concrets, aussi réels et visibles que les désordres écologiques que nous constatons aujourd'hui. Notre positionnement est ambitieux, mais il n'a rien d'utopique ou d'idéaliste. Il est celui de la responsabilité parce qu'il ne nie pas le réel. Notre offre politique est celle de l'exigence et de la détermination à agir, à résister, à innover. Nous sommes prêts à prendre le chemin du courage, à être de véritables responsables politiques. C'est le sens de notre engagement qui défend une vision systémique des besoins de notre ville, qui propose un chemin clair et transparent.

Les principes de notre action s'inscrivent dans une vision nécessairement prospective où, nous l'avons vu précédemment, nous aspirons à améliorer le présent tout en l'inscrivant dans un temps plus long. La focalisation sur le court terme - dont les réseaux sociaux sont le catalyseur et l'illustration contemporaine - s'accompagne d'une disparition au sein du système politique des espaces de réflexion permettant une gouvernance sur le long terme. À ce titre l'historien français Pierre Rosanvallon parlait en 2010 d'une « myopie démocratique » pour illustrer notre préférence collective pour le présent. Continuer de remettre à demain les décisions à prendre aujourd'hui ne peut plus être un

mode de gouvernance, quelle que soit l'échelle d'action. Aussi, nous croyons en la possibilité et en la nécessité de transformer le global par le local.

L'éthique de la responsabilité renvoie aussi à la nécessaire transparence. Les changements seront-ils simples à mettre en œuvre ? Certains probablement, tandis que d'autres seront plus complexes. La municipalité de Toulouse y arrivera-t-elle seule ? Non, car si nos propositions sont portées par une équipe municipale demain, rien ne sera pourtant possible sans vous. Il nous faut sortir de la dualité personne/collectif. À titre d'exemple, si la Ville de Toulouse s'engage - en lien avec Toulouse Métropole et Tisséo Collectivités - à favoriser massivement le développement des infrastructures cyclables, mais que peu de citoyens s'emparent de cette opportunité pour découvrir de nouveaux modes de déplacement, alors la portée de l'action collective sera limitée. Si notre ville devient exemplaire - et c'est notre objectif - dans la gestion énergétique de ses bâtiments, mais que peu de citoyens font évoluer leurs propres pratiques de chauffage vers plus de sobriété, alors la portée de l'action collective sera limitée. Ainsi, comme évoqué précédemment, loin de la moralisation ou de la culpabilisation de nos concitoyens, la Ville devra demain assurer un rôle de catalyseur du changement en incitant, en encourageant et en montrant l'exemple.

Les villes comme moteur du changement

C'est un impératif au vu de leur poids démographique et de leur rôle au niveau mondial dans le réchauffement climatique. Dans une étude récente, des chercheurs de l'université des sciences et technologies de Norvège ont étudié l'empreinte carbone de 13 000 villes, et ce, dans le monde entier. Selon ces derniers, les

zones urbaines - qui accueillent 54 % de la population mondiale contre moins de 35 % en 1960 - représenteraient 70 % de l'utilisation d'énergie de la planète, concentrant le cœur de la croissance économique avec 60 % du PIB mondial issu de 600 grandes agglomérations. Dans la résolution de ce problème « monde » qu'est le réchauffement climatique - comme absolument aucun autre sujet, il ne connaît pas de frontières -, les villes ont ainsi une responsabilité historique, et un rôle décisif à jouer.

À leurs poids démographiques, économiques et écologiques s'ajoute une nouvelle donne politique qui renforce l'absolue nécessité pour les villes de relever le défi du changement climatique. Par sa décision de sortir les États-Unis de l'accord de Paris, Donald Trump a en effet fragilisé la dynamique politique sur les changements climatiques, et la COP23 (novembre 2017) a révélé la grande difficulté des autres États à prendre le relais pour maintenir le réchauffement climatique au-dessous de la barre des 2 °C d'ici à 2100 et de tendre vers 1,5 °C, objectif qui semble de moins en moins réaliste (nous sommes d'ores et déjà à 1 °C d'augmentation).

Face à l'absence de solidarité totale du plus gros pollueur de la planète et la difficulté des États à agir à la hauteur des enjeux, le niveau local doit prendre le relai et donner l'exemple. La mise en œuvre de nouvelles solutions de développement ne peut pas être exclusivement tributaire de l'engagement de tel ou tel mastodonte, rappelant ainsi notre interdépendance comme la responsabilité de chaque échelon d'action à prendre résolument sa part. Dans son dernier rapport, le GIEC estimait ainsi que 50 à 70 % des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ont vocation à être « mises en œuvre à l'échelon infranational ». À ce titre, dans le cadre de nombreux réseaux internationaux tels qu'Energy Cities, ICLEI ou le C40, des villes à travers le

monde coopèrent pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et pour limiter les risques liés au dérèglement climatique. Si Toulouse et sa métropole font partie de certains de ces réseaux, nous souhaitons donner à notre ville une nouvelle dimension dans le cadre de cette coopération et en faire un modèle mondial de développement durable et résilient.

En France, une grande partie des réalisations concrètes sont le fait des collectivités territoriales et particulièrement des communes et intercommunalités qui agissent pour développer les transports en commun et individuels propres, la piétonnisation des centres-villes et la limitation de la vitesse en agglomération, la rénovation énergétique de l'habitat (en complément des aides de l'État), la planification urbaine pour limiter l'étalement urbain (sensiblement marqué à Toulouse) et développer la création d'écoquartiers, favoriser la densification urbaine par le haut (construire de nouveaux logements en rehaussant des logements déjà existants) et la réimplantation des commerces dans les centres-villes, réintroduire la nature en ville et endiguer l'artificialisation des sols et l'épuisement de leur richesse, encourager le développement d'une agriculture urbaine et périurbaine, permettre aux enfants de manger des aliments de qualité, biologiques et locaux, encourager la limitation de la production de déchets, favoriser la valorisation de ces derniers afin d'en diminuer le plus possible l'élimination... Développer une stratégie locale en faveur d'une écologie de courage nécessite une vision globale, systémique, sans laquelle l'action politique ne peut être cohérente et les changements à l'échelle des enjeux.

À Toulouse, nous aspirons à ne plus opposer éthique de responsabilité et pragmatisme politique. Au vu de l'état de notre environnement, des solidarités qui se délabrent et du repli sur soi, nous aspirons à défendre une vision transversale liant l'écologie

et le social, et basée sur les six piliers que sont les transports, l'habitat, les espaces naturels et la biodiversité, les déchets, l'eau et l'éducation.

Si la politique actuelle affirme des ambitions réelles, certaines actions le sont moins. Toulouse peut mieux faire.

TOULOUSE AUJOURD'HUI

On peut et doit (vraiment) mieux faire

Conformément à la loi, Toulouse et sa métropole ont adopté un plan climat-air-énergie territorial 2017-2020-2030, reprenant notamment l'objectif national de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Plus d'un an après l'adoption de ce texte, les grands objectifs stratégiques peinent à se décliner concrètement. Si certaines actions vont dans le bon sens, certaines d'entre elles apparaissent sous-dimensionnées quand d'autres choix politiques sont autant de renoncements incompatibles avec la mise en œuvre d'un changement systémique permettant de faire face aux enjeux d'une nécessaire transition écologique et sociale.

Notre santé en danger

Alors que la première source d'émission de gaz à effet de serre à l'échelle de la métropole est le fait des véhicules légers (34 %), le plan de mobilité 2020-2025-2030 apparaît polarisé sur les modes de transport en commun lourds en infrastructures – métro notamment – en hypothéquant les investissements et incitations en faveur de modes de transport plus sobres et économiques, par exemple le vélo. Sur ce dernier point, la commission d'enquête du plan de déplacement urbain a mis en évidence une ambition notoirement

insuffisante de la part de Tisséo. Sans infrastructures de qualité, sécurisées et agréables, comment donner envie aux Toulousains de découvrir une autre manière de se déplacer en ville ?

La suppression de la subvention à l'achat d'un vélo électrique, mise en place sous la précédente mandature, ne va pas dans le sens du renouveau urbain que nous appelons de nos vœux. Ce renouveau, c'est celui d'une meilleure prise en compte de notre santé et des effets de la pollution qui tuent près de 50 000 personnes en France quand les accidents de la route concernent moins de 3 500 personnes. À Toulouse, la pollution chronique ne baisse pas d'une année sur l'autre, constituant un véritable problème de santé publique. Ainsi, entre 9 000 et 18 000 personnes sont exposées quotidiennement à des concentrations supérieures à la valeur limite pour la protection de la santé³. Le refus du ticket de transport gratuit les jours de pic de pollution n'est pas responsable. Alors que la ville doit ajuster son aménagement au réchauffement climatique, elle continue de se construire autour des voitures, au moment où celles-ci sont appelées à devenir moins centrales dans nos déplacements, si du moins nous prenons conscience collectivement de cette nécessité.

Un développement impensé

En matière d'urbanisme, à Toulouse et dans notre agglomération, l'étalement urbain se poursuit notamment avec la construction de nouvelles zones commerciales qui sont autant de vecteurs de déplacements en voiture. Il en est de même pour la création de nouveaux logements toujours plus excentrés, construits sans proposer de solutions de mobilité satisfaisantes aux riverains. Comment, dès lors, inviter les Toulousains à découvrir de

3. Source : Atmo Occitanie.

nouvelles manières de vivre dans la ville si celle-ci n'organise pas de rupture dans sa propre organisation ?

Dans cette perspective, la démission de Nicolas Hulot du gouvernement à la fin du mois d'août 2018 nous interpelle. Elle fait écho à nos responsabilités individuelles et collectives de ne plus se contenter d'une « politique des petits pas » qui ne saurait suffire, ou de se satisfaire de discours qui ne pourraient remplacer les actes, partout en France et particulièrement à Toulouse.

Soyons exigeants

Nous vous invitons à être plus exigeants encore, à nous solliciter, à nous interpeller, à nous demander plus, à nous donner la force, la légitimité et l'appui indispensables pour agir résolument pour un avenir désirable. Notre projet en matière d'écologie sociale ne pourra pas se faire sans vous.

Tant de villes à travers le monde, notamment en Europe, ont initié des projets ambitieux, exemplaires, en faveur d'un renouveau profond de notre manière de vivre notre quotidien d'« urbains ». Ces réalisations sont bien concrètes et réalistes. Elles améliorent la vie des citoyens et assurent aux villes engagées dans cette dynamique un rayonnement nouveau. Et si Toulouse inspirait demain les villes du monde ?

TOULOUSE DEMAIN

Promouvoir une écologie de courage

Vers une Constitution locale durable

L'ensemble de l'action municipale doit désormais être tournée vers l'objectif d'écrire une nouvelle page de l'histoire de Toulouse : celle d'une ville durable, résiliente, inventive et solidaire.

Notre ambition est grande et les écueils connus : parler beaucoup et agir peu, penser et agir dans une logique de court terme au détriment du long terme, cantonner l'écologie à des mesures d'affichage sans agir de manière systémique dans l'ensemble de nos politiques publiques. L'éthique de responsabilité que nous défendons doit nous obliger. Pour ce faire, nous proposons une évolution de nos institutions locales et de nous doter d'un nouveau cadre d'action : une Constitution locale durable.

Quelle en serait la fonction ? Elle constituerait un document de référence auquel l'ensemble des politiques publiques municipales devrait se conformer. Ce nouveau canevas serait débattu, rédigé et adopté dès la prise de fonction de la nouvelle équipe. Il serait issu d'un travail collectif associant tout à la fois les différents groupes politiques et l'ensemble des Toulousains.

Notre Constitution locale durable pourrait défendre trois principes généraux :

- **Endiguer** la destruction des écosystèmes, des solidarités, des protections collectives.

En faveur de quoi ? La diminution de nos émissions de gaz à effet de serre, la limitation de l'artificialisation des sols, la lutte contre le gaspillage énergétique et alimentaire, la limitation de création de déchets...

- **Adapter** notre ville au réchauffement climatique et à ses effets, c'est-à-dire la rendre résiliente et agile.

Dans quel but ? Le développement de l'économie circulaire, la fourniture d'énergie et de nourriture au plus près de notre territoire, la lutte contre les îlots de chaleur...

- **Inverser** la dynamique à l'œuvre, c'est-à-dire régénérer notre environnement comme nos réseaux de solidarités.

Comment ? Par l'évolution de la mobilité, la mise en place d'une politique publique dédiée à une véritable végétalisation de la ville (voir ci-après), le développement des jardins partagés...

Cette Constitution locale durable serait celle des Toulousains. Au vu de son importance, elle serait le fruit d'une participation citoyenne. Elle guiderait le court terme en le replaçant dans une stratégie de long terme. Les institutions doivent devenir le catalyseur de la transition écologique et sociale, et non plus en constituer des freins, comme c'est parfois le cas aujourd'hui. Aussi, afin d'assurer la nécessaire transversalité de cette dynamique à construire, nous préconisons la création d'un vice-maire en charge de la transition écologique et sociale. Celui-ci aurait pour mission de vérifier, d'assurer et de contrôler la mise en œuvre des principes contenus au sein de la Constitution locale durable.

Ces changements auraient vocation à guider l'action municipale dès 2020 et bien au-delà de 2026. Cette trajectoire ne saurait être négociable. Demain, il sera en effet trop tard. Le réalisme est du côté de l'accompagnement du changement de paradigme. Nous défendons notre farouche volonté de nous confronter au réel et d'agir en responsabilité. L'action municipale ne peut plus être celle des renoncements et la tendance à remettre à demain ce qui doit être fait aujourd'hui.

Afin de pouvoir piloter notre action, nous avons besoin de mieux mesurer au quotidien l'impact de nos décisions en matière de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre et de préservation de notre environnement. Nous proposons donc d'éclairer désormais nos politiques publiques à l'aune de ces enjeux, d'en rendre compte aux citoyens, de faire valoir nos réussites comme nos difficultés. Il s'agit de bâtir un référentiel d'indicateurs, des

outils de mesure adaptés et des critères d'évaluation : c'est la mise en pratique concrète de l'éthique de responsabilité dont nous nous réclamons.

Une collectivité et des citoyens responsables

La plupart d'entre nous ont conscience de la nécessité de faire évoluer nos modes de vie. Certains ont déjà entamé des changements ; d'autres veulent s'y mettre, mais ne savent pas par où commencer. Nombreux sont ceux pour qui la volonté d'agir est là, mais pas les moyens financiers. Ceux-là se sentent dès lors culpabilisés, quand d'autres encore estiment avoir des priorités plus sociales. Autant d'impressions, de sentiments, de ras-le-bol, de peurs qui rappellent l'opposition délétère entre social et écologie. Il nous faut sortir de cet écueil, c'est la voie que nous vous proposons d'emprunter.

Nous n'envisageons pas la prise en compte des enjeux environnementaux sans apporter des solutions aux besoins sociaux. Agir plus durablement implique nécessairement d'agir de manière plus juste et solidaire. La transition écologique sera celle d'un regain de solidarité, source de liens sociaux, de gain de temps comme de pouvoir d'achat. Ces dynamiques, la Ville doit les générer, les inciter, les rendre attractives et dynamiser les changements... qui dépendront aussi de vous.

À travers trois exemples concrets, nous avons voulu l'illustrer et vous faire partager la place que la Ville pourrait prendre dans ces changements :

- En matière de **transports** d'abord, en continuant de développer les transports en commun et les modes doux de transports individuels. À titre d'exemple, par la mise en place d'un plan d'investissement ambitieux pour le développement de pistes

cyclables sécurisées, nous vous invitons à vous déplacer à vélo... pour gagner du temps - la vitesse moyenne d'un vélo en ville est de 15 km/h contre 14 km/h en voiture -, gagner de l'argent et gagner en bien-être en pratiquant une activité physique quotidienne. Comment pourrions-nous vous encourager vers ces changements ? En facilitant la location de vélos, le développement des infrastructures de stationnement dédiées, en vous récompensant financièrement pour chaque kilomètre parcouru afin de financer des projets collectifs solidaires et écologiques à mettre en œuvre à l'échelle de votre quartier...

- **Déchets** : Toulouse a pris du retard, dans le tri comme dans leur valorisation. C'est notamment le cas pour les biodéchets, qui ne sont pas assez valorisés. Pour y remédier, nous proposons par exemple d'installer des chalets de compostage dans chaque quartier. Au-delà de sa dimension écologique, la démarche se voudrait aussi sociale, en favorisant la création de rencontres et d'échanges et nécessiteraient l'implication de clubs citoyens. Quelle place pour la Mairie ? Nous voulons soutenir la structuration de ces réseaux d'initiatives locaux, dans chaque quartier, avec le déploiement d'équipes dédiées à même de vous conseiller et de partager les bonnes pratiques.

- **Environnement et qualité de vie** : nous aspirons à mettre en œuvre une réelle évolution esthétique pour Toulouse au bénéfice de tous et dans chaque quartier. Nous préconisons que plus aucune rue de Toulouse ne soit dépourvue d'arbres ou de végétalisation. Cette action permettrait également une plus grande captation du carbone. En outre, nous souhaitons mettre en œuvre un véritable permis de végétaliser l'espace public, c'est-à-dire les rues de notre ville. En coordination avec les services de la ville, il serait accessible à tous.

En lien avec les entreprises et les bailleurs sociaux, nous préconisons de travailler à la mise en place d'une incitation financière pour végétaliser les toits (à défaut de pouvoir ôter massivement le béton qui a colonisé l'espace public), les façades et certains lieux stratégiques comme les abords du périphérique. Au-delà de ces aspects esthétiques, la nature en ville agirait ainsi comme un climatiseur urbain contre les îlots de chaleur tout en offrant une continuité écologique aux animaux.

De plus, nous souhaitons lutter contre l'artificialisation des sols en pilotant en ce sens nos règles d'urbanisme (voir le chapitre dédié). Cette non-consommation du foncier pourrait être consacrée à des projets agroécologiques et au maraîchage urbain ou périurbain, sanctuarisant ainsi des espaces non urbanisés.

Enfin, pour transformer durablement les habitudes, nous souhaiterions construire une série importante de mesures incitatives qui nous permettrait de sortir de l'écologie punitive, qui ne correspond pas aux nécessaires enjeux de notre temps. Dans cette optique, plusieurs pistes existent, comme des aides pour les foyers s'engageant à affiner leur tri sélectif ; ou la réservation de voies dédiées pour les voitures électriques ; comme des exonérations de taxe pour des entreprises et des commerçants qui s'engageraient pleinement dans la transition énergétique de notre ville. Nous voulons bâtir demain les conditions d'une mise en mouvement de la société toulousaine en accompagnant toujours les initiatives positives.

Montrer l'exemple...

« Montrer l'exemple n'est pas la meilleure façon de convaincre : c'est la seule. » (Gandhi)

Ainsi, rien ne sera demandé aux Toulousains que la Ville n'appliquerait pas à elle-même. Rien.

Comment proposer aux Toulousains des changements dans leur façon de vivre la ville si notre collectivité n'incarne pas cette dynamique ? Notre collectivité devra être exemplaire. Dès lors, nous proposons de mettre une stratégie cohérente de décarbonisation en soutenant notamment les personnels de la ville souhaitant venir au travail à vélo, en encourageant le télétravail, en constituant une flotte de véhicules propres, de végétalisation des bâtiments et de changement de pratiques pour diminuer notre usage d'énergie.

Concrètement, comme nous inviterons les citoyens et les entreprises à le faire, nous pourrions utiliser les bâtiments communaux pour accueillir des ruches urbaines, des toits et des façades végétalisés à fort pouvoir de captation du CO₂, des récupérateurs d'eau de pluie ; nous voulons agir pour la mise en place de plus d'éclairages dits « intelligents » afin de diminuer la consommation d'énergie comme la pollution lumineuse.

Parce que la politique est aussi affaire de symboles, nous préconisons de lancer un grand concours international d'écologie urbaine pour enfin laisser entrer la nature place du Capitole. Emblème de Toulouse, nous souhaitons que cet espace incarne la transition écologique que nous portons et notre conception de la ville comme entité urbaine vivante, respirante, réinstallée dans la biosphère.

Sensibiliser, informer et éduquer

En temps réel, il s'agira de pouvoir informer la population de l'action de la collectivité en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de préservation de la biodiversité, de la qualité de l'air, d'initiatives locales et solidaires... comme de l'impact actuel de nos choix de développement au niveau global en

diffusant et adaptant au contexte toulousain la notion de « jour du dépassement », ce dernier étant le jour à partir duquel l'humanité a, au niveau mondial, consommé toutes les ressources que la planète est capable de régénérer en une année. Là encore, aucune moralisation ni culpabilisation, mais réalisme et confrontation au réel. Concrètement, nous proposons donc la mise en place dans des lieux ciblés de panneaux d'information donnant des indications sur la qualité de l'air et la consommation énergétique au cœur de la ville, dans chaque quartier.

La transition écologique et sociale constitue un changement global d'ordre culturel. Celui de l'attention et de la redécouverte de notre environnement, de notre réinscription dans la biosphère, la nature, de la prise des consciences que nos actes les plus banaux ont des conséquences sociales et environnementales. Cette prise de conscience et les changements qu'elle appelle ne sont pas forcément *naturels*. À ce titre, et parce que la culture est un vecteur d'échange, d'émancipation, de création, de découvertes, de confrontation, nous préconisons de travailler avec les acteurs culturels de la ville à des événements culturels en lien avec la transition écologique et sociale. Par ailleurs, nous souhaitons mettre en place une communication dédiée à sensibiliser les Toulousains aux « bonnes pratiques » (limitation et tri des déchets, recyclage, compost, mais aussi conseils pour limiter ses factures d'électricité, d'eau, de chauffage, mise en place de l'écoconduite...).

Nos enfants ne pourront pas vivre comme nous et devront sortir du modèle « produire, consommer, jeter » devenu obsolète. Demain, ils auront à saisir et mettre en œuvre les opportunités que nous appelons aujourd'hui « changements ». Nous proposons ainsi de faire de nos écoles des lieux exemplaires et inspirants « en transition ». Dans cette perspective, nous

souhaitons diminuer la place du bitume dans les écoles, et donc lutter contre l'artificialisation des sols, développer les jardins-potagers pour les enfants au sein des établissements et construire des activités éducatives autour de la découverte de la nature, des aliments et du goût. Dans les cantines, nos objectifs visent à proposer, de manière régulière, des menus végétariens, l'augmentation de la part des produits biologiques et locaux utilisés par la cuisine centrale et une réflexion concernant la diminution du recours excessif aux protéines animales.

Accélérer la transition écologique en favorisant l'innovation et la recherche

Répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés implique de favoriser la créativité et l'innovation. Il conviendra par ailleurs d'imaginer, proposer et mettre en œuvre de nouveaux choix collectifs et individuels cohérents afin de préserver les équilibres climatiques et limiter le réchauffement global.

En tant que citoyens, été après été, nous constatons que la ville subit en premier lieu les conséquences du réchauffement climatique. Toulouse peut ainsi constituer un laboratoire des effets du changement climatique. Nous proposons de tisser et de financer de nouveaux partenariats avec le monde de la recherche pour mieux les comprendre et impulser de nouvelles solutions à même de modifier nos habitudes en matière de transports, d'habitat, d'alimentation ou d'utilisation de l'énergie.

Dans cette perspective, notre ville doit pouvoir être un territoire d'expérimentation permettant de favoriser les initiatives issues de la rencontre entre des entreprises, des citoyens et des chercheurs. Là encore, nous souhaitons faciliter l'émergence de projets au plus près du terrain, à partir de chaque quartier, pour expérimenter des solutions, les tester, les améliorer et travailler leur mise à l'échelle.